

ASSOCIATION D'ACCUEIL, DE SOUTIEN ET DE LUTTE CONTRE LES DETRESSES

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901
12 place Jean Jaurès
41000 BLOIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION D'ACCUEIL, DE SOUTIEN ET DE LUTTE CONTRE LES DETRESSES, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Parçay-Meslay, le 28 mai 2025
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO CENTRE OUEST

Romaric TRUBAT



Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

COMPTES ANNUELS

Bilan
Compte de résultat
Annexe

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement	37 788	26 767	11 021	21 245
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	24 749	14 399	10 350	13 355
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	118 757	39 063	79 694	79 694
	Constructions	3 549 638	2 375 003	1 174 636	1 320 725
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	435 015	328 052	106 963	119 966
	Autres immobilisations corporelles	1 792 409	1 145 915	646 495	476 237
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	51 480		51 480	50 120
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	95 165		95 165	60 027
TOTAL (I)		6 105 003	3 929 198	2 175 805	2 141 369
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	7 914		7 914	2 028
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				2 992
	Avances et Acomptes versés sur commandes	8 227		8 227	
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	16 657		16 657	12 821
	Créances reçues par legs ou donations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres créances	689 512	42 215	647 297	2 139 106
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	30 093		30 093	29 359
	DISPONIBILITES	3 201 783		3 201 783	2 302 940
	Charges constatées d'avance	129 284		129 284	15 001
	TOTAL (II)	4 083 469	42 215	4 041 255	4 504 249
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		10 188 472	3 971 413	6 217 059	6 645 617
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				95 165	
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	13 845	13 845
	Fonds propres complémentaires	220 566	220 566
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	1 749 138	1 823 979
	dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 709 343	1 784 185
	Autres		
	Report à nouveau	45 362	48 838
	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	487 264	83 763
Fonds reportés et dédiés	Excédent ou déficit de l'exercice	106 157	325 184
	dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
	Total des fonds propres (situation nette)	2 622 332	2 516 175
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	355 654	724 094
	Provisions réglementées		1 342
	Total des autres fonds propres	355 654	725 437
	Total des fonds propres	2 977 986	3 241 612
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	783 789	837 318
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		7 521
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés	783 789	844 839
Provisions	Provisions pour risques	50 000	39 770
	Provisions pour charges	18 752	34 819
	Total des provisions	68 752	74 589
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	803 810	870 974
	Emprunts et dettes financières divers	22 547	23 677
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	607 694	700 656
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	889 517	823 581
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	60 123	60 507
	Produits constatés d'avance	2 841	5 182
TOTAL PASSIF	Total des dettes	2 386 532	2 484 578
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	6 217 059	6 645 617
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	106 157,00	325 183,69
	(1) Dont à moins d'un an	1 651 022	1 681 312
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	162	218
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations de service	1 106 955	1 090 783
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	10 171 379	10 671 314
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	dont c.f.des autorités de tarification relatives aux act. soc. et médico-sociales		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	(19 801)	96 392
	Utilisations des fonds dédiés	651 108	977 508
	Autres produits	71 812	98 874
Total des produits d'exploitation		11 981 614	12 935 088
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	123 845	227 160
	Variation de stock	(2 894)	
	Autres achats et charges externes	4 857 279	5 257 171
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	500 172	490 574
	Salaires et traitements	4 121 603	4 100 719
	Charges sociales	1 577 751	1 543 749
	Dotation aux amortissements et dépréciations	419 711	404 833
	Dotation aux provisions	11 581	
	Reports en fonds dédiés	377 569	614 357
	Autres charges	68 281	24 559
Total des charges d'exploitation		12 054 897	12 663 121
RESULTAT D'EXPLOITATION		(73 283)	271 967

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(73 283)	271 967
PRODUITS FINANCIERS	De participation	1 373	1 221
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	12 416	4 913
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		13 789	6 134
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	14 926	15 208
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		14 926	15 208
RESULTAT FINANCIER		(1 137)	(9 074)
RESULTAT COURANT avant impôts		(74 420)	262 892
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	122 134	38 675
	Sur opérations en capital	116 584	61 055
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 342	1 360
	Total des produits exceptionnels	240 060	101 090
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	54 423	35 663
	Sur opérations en capital	2 405	2 617
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	56 827	38 280
RESULTAT EXCEPTIONNEL		183 233	62 809
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		2 656	518
TOTAL DES PRODUITS		12 235 463	13 042 312
TOTAL DES CHARGES		12 129 306	12 717 128
EXCEDENT ou DEFICIT		106 157	325 184
Part du résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		(11 690)	
TOTAL		(11 690)	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		(11 690)	
TOTAL		(11 690)	

Règles et Méthodes Comptables

Présentation de l'organisme gestionnaire

Objet social

L'association d'Accueil, de Soutien et de Lutte contre les Détreesses (ASLD) a été créée en 2007 et est le fruit de la fusion de 2 associations : l'Association d'Aide aux sans-logis (ASL) et l'Association pour l'Accueil des Femmes en difficulté (AFD). C'est une Association à caractère social régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901.

Elle a pour objet :

- D'accueillir, d'accompagner matériellement et moralement toute personne, à la rue ou mal logée, seule ou avec enfant, migrante, victime de violences et/ou en difficultés, sans distinction de sexe, de nationalité ou de religion, afin de lui permettre d'accéder à une autonomie durable,
- De mettre en place les moyens d'action pour assurer l'accueil, l'hébergement, le relogement des personnes accueillies,
- De développer toute action en faveur de l'inclusion des personnes en difficulté sociale et/ou professionnelle,
- De mener toute action pour s'attaquer aux causes de l'exclusion

Nature et périmètre des activités

Les actions de l'ASLD ont pour but de permettre aux personnes accompagnées de trouver leur place dans la société, d'être reconnues pour leurs compétences et non pas pour leurs difficultés.

L'égalité des droits et des devoirs entre tous les citoyens constitue l'élément fondateur de l'ASLD. La détresse, les difficultés rencontrées, la situation de précarité, la déficience ne peuvent en aucun cas être l'identité de la personne. L'accession à la vie de la cité permet à chacun d'être reconnu et de faire émerger ses potentialités et compétences.

Le périmètre d'intervention de l'ASLD est très large allant de l'hébergement d'urgence à l'insertion par l'activité économique, en passant par le logement accompagné.

Moyens mis en œuvre

L'association compte une équipe éducative et santé, une équipe technique et agents de service, une équipe administrative et comptable et une équipe cadres.

Règles et Méthodes Comptables

L'Association est organisée en 8 secteurs, l'ensemble de ces secteurs est géré par le siège de l'ASLD :

- **Secteur jeunes Majeurs et Mères isolées** : composé de l'accompagnement à l'hôtel des Mères isolées (AHMI), d'un centre d'hébergement et d'accès au logement (CHTL), d'une maison relais jeunes (MRJ).
- **Secteur Médico-social** : composé de Lits Haltes Soins Santé (LHSS), d'un lieu de vie Garenne (LVG).
- **Secteur Hébergement Généraliste** : composé d'un centre d'hébergement (CHU) et d'un centre d'Hébergement et de réinsertion sociale (CHRS).
- **Secteur demandeurs d'asile et BPI** : composé d'un centre d'accueil et d'examen des situations (CAES), d'un hébergement d'urgence pour demandeur d'asile (HUDA) et d'un centre provisoire d'hébergement (CPH).
- **Secteur Veille Sociale** : composé d'un service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) et d'un accueil de jour (ADJ).
- **Secteur logement** : composé d'une pension de famille et résidence d'accueil, d'un accompagnement vers et dans le logement (AVDL) et d'une intermédiation locative (IML).
- **Secteur Emploi** : composé de chantiers d'insertion (propreté / second oeuvre) et d'offre de repérage et de remobilisation.
- **Secteur Maintenance** : composé de la Maintenance

L'Association dans sa gouvernance se compose de membres adhérents et de membres d'honneur. Le conseil d'administration est composé de personnes physiques et de personnes morales. Ces ressources comprennent :

- Les produits des cotisations versées par les membres adhérents
- Les subventions accordées par l'Etat, la Région, le Département, les Communes, ou autre collectivité publique
- La participation des personnes bénéficiaires des services de l'Association
- Les dons, les produits des collectes et des manifestations
- Les libéralités constituées de donations ou legs en vertu de la réglementation en vigueur
- Les ressources exceptionnelles (notamment les emprunts)
- Les intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant à l'Association
- Le produit des rétributions perçues pour services rendus
- Toutes autres ressources autorisées et permettant la réalisation de l'objet social de l'Association

Règles et Méthodes Comptables

Conventions générales

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et conformément aux règles générales d'établissement des comptes annuels.

Référentiels comptables

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC 2020-08 modifiant le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. L'Association gérant des établissements relevant du code de l'action sociale et des familles, elle entre dans le champ d'application du règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Méthode d'amortissement

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Règles et Méthodes Comptables

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	37 788					37 788
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	27 877				3 129	24 749
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	65 665				3 129	62 537
CORPORELLES	Terrains	118 757					118 757
	Constructions sur sol propre	2 199 806					2 199 806
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	1 306 238		43 595			1 349 832
	Instal technique, matériel outillage industriels	454 486		31 935		51 405	435 015
	Instal., agencement, aménagement divers	150 561		162 329			312 890
	Matériel de transport	632 947		105 710			738 656
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	673 659		71 477		6 383	738 753
	Emballages récupérables et divers	799		1 311			2 110
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 537 253		416 355		57 788	5 895 821
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	50 120		1 360			51 480
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	60 027		35 138			95 165
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	110 147		36 498			146 645
TOTAL		5 713 065		452 854		60 916	6 105 003

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	16 543	10 223		26 767
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	14 522	3 005	3 129	14 399
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31 066	13 228	3 129	41 166
CORPORELLES	Terrains	39 063			39 063
	Constructions sur sol propre	1 446 187	55 482		1 501 669
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	739 132	136 680	2 479	873 334
	Instal technique, matériel outillage industriels	334 520	44 570	51 038	328 052
	Autres instal., agencement, aménagement divers	63 431	28 943		92 375
	Matériel de transport	391 414	81 183		472 597
	Matériel de bureau, mobilier	526 884	59 643	5 585	580 943
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 540 631	406 503	59 101	3 888 033
TOTAL		3 571 697	419 731	62 230	3 929 198

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	1 342		1 342	
	PROVISIONS REGLEMENTEES	1 342		1 342	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	39 770	10 230		50 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	1 275	1 350		2 625
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	33 544		17 418	16 126
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	74 589	11 581	17 418	68 752
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	10 508	37 255	5 549	42 215
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	10 508	37 255	5 549	42 215
TOTAL GENERAL		86 439	48 836	24 309	110 966
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			11 581	(26 248) 1 342	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	95 165	95 165	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	16 657	16 657	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	228	228	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	472 435	472 435	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	216 848	216 848	
	Charges constatées d'avance	129 284	129 284	
TOTAL DES CREANCES		930 618	930 618	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	803 810	68 301	285 019	450 490
	Emprunts et dettes financières divers	22 547	22 547		
	Fournisseurs et comptes rattachés	607 694	607 694		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	261 231	261 231		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	577 791	577 791		
	Impôts sur les bénéfices	2 656	2 656		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	47 839	47 839		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	60 123	60 123		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	2 841	2 841		
TOTAL DES DETTES		2 386 532	1 651 022	285 019	450 490
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		68 294			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		485 264
Autres créances		485 264
R.r.r. à obtenir et autres avo	12 828	
Subventions d'exploitation	461 239	
Etat - produits à recevoir	11 196	

Charges à payer

31/12/2024

Total des Charges à payer		713 855
Emprunts et dettes financières divers		424
Int.courus s/autres emprunts	424	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		244 837
Factures non parvenues	244 837	
Dettes fiscales et sociales		408 471
Dettes provisionnées pour cong	246 599	
Autres charges à payer	14 297	
Charges sociales sur congés pa	113 435	
Autres charges à payer	29 401	
Indemnités journalières de séc	4 740	
Autres dettes		60 123
Divers - charges à payer	60 123	

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	234 411				234 411
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	1 823 979	43 095		117 936	1 749 138
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 784 185	43 095		117 936	1 709 343
Autres réserves					
Report à nouveau	48 838	(97 946)	94 470		45 362
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	83 763	380 035	23 466		487 264
Excédent ou déficit de l'exercice	325 184	(325 184)	106 157		106 157
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
Situation nette	2 516 175		224 093	117 936	2 622 332
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	724 094			368 440	355 654
Provisions réglementées	1 342			1 342	
TOTAL	3 241 612		224 093	487 719	2 977 986

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contrib. fi. des autorités de tarification							
Subventions d'exploitation							
Fonds dédiés à la clôture N-1		377 569			212 489	590 058	
AVLD - Co porte	50 092 25 000		50 092				
ARS - Médiation médicale - aide installat	50 022		50 022				
SIAO - Grand Froid	506 721 517 893		373 171			133 550	
Lieu vie Garenne - Grands précaires	230 483 242 226		170 301			60 181	
Contributions financières d'autres org.							
SIAO - Ecoute 115	7 521		7 521				
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	844 839 785 119	377 569	651 108		212 489	783 789	

Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics		2 055 259	1 169 993			3 225 252
Subventions d'exploitation		6 636 857	77 070		232 199	6 946 127
Subventions d'investissement					(263 975)	(263 975)
TOTAL		8 692 116	1 247 063		(31 776)	9 907 404

Les autres subventions d'investissements pour (263 976 €) correspondent à la nouvelle subvention ANAH pour la réhabilitation Avenue de Châteaudun pour 34 336 € et (298 312 €) de variation des comptes 131 liés à la réaffectation des comptes N-1.

Autres informations

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, nous vous informons que les trois plus hauts cadres dirigeants sont bien bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération.

Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de la mission de contrôle légal de comptes, les honoraires de l'exercice 2024 s'élèvent à 23 101.20 € TTC.

Il n'y a pas eu d'honoraires versées au titre des services autres que la certification des comptes.

Engagements hors bilan

Néant

Autre fait significatif

A la demande du financeur, des écritures comptables complémentaires ont été enregistrées au cours de l'exercice afin de régulariser l'affectation des résultats des exercices antérieurs dans la section LHSS (Lits Halte Soins Santé). Cette régularisation vise à mettre en conformité la comptabilité analytique avec des exigences réglementaires applicables aux établissements du secteur Médico-Sociale. L'écriture n'impacte pas le résultat global de l'exercice, mais permet une meilleure traçabilité des soldes antérieurs affectés à la section concernée.

Le montant de l'impact de reclassement est de 23 466 €, transféré du poste "Réserves pour projet de l'entité" vers le "report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée".